HAL
open science

Le mouvement environnementaliste aux Etats-Unis

Jean-Daniel Collomb

To cite this version:

Jean-Daniel Collomb. Le mouvement environnementaliste aux Etats-Unis. La Pensée, 2016, 10.3917/lp.388.0058 . hal-03186132

HAL Id: hal-03186132

https://hal.science/hal-03186132v1

Submitted on 30 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE MOUVEMENT ENVIRONNEMENTALISTE AUX ÉTATS-UNIS

*Jean-Daniel Collomb**

Les États-Unis sont souvent présentés, et parfois à bon droit, comme un acteur égoïste et irresponsable en matière de respect de l'environnement. Pourtant, les Américains ont apporté des contributions notables à la cause environnementaliste à travers les œuvres de Henry David Thoreau et Aldo Leopold, la création des premiers parcs nationaux, ou encore l'organisation de la première Journée de la Terre en 1970. Cet article a pour but d'éclairer la situation paradoxale d'un mouvement environnementaliste fort et divers dans un pays qui prend une part disproportionnée dans les crises environnementales contemporaines.

GÉNÉALOGIE DU MOUVEMENT

Le mouvement que les historiens désignent aujourd'hui sous le nom de préservationnisme accompagne la création des tout premiers parcs nationaux de l'histoire, à Yosemite en 1864, puis à Yellowtone en 1872. Au premier rang des motivations qui sous-tendent la création des premiers parcs figure le patriotisme. Créé en pleine guerre de Sécession, le parc de Yosemite est conçu comme une réponse à la supériorité culturelle de la vieille Europe qui, bien que jouissant d'un patrimoine culturel et artistique infiniment supérieur à celui de la jeune république américaine, ne saurait se targuer de paysages aussi majestueux que ceux de l'Ouest américain. En se dotant d'un « panthéon botanique », selon la formule de l'historien Simon Schama, les États-Unis s'érigent en nation de la nature, forte d'un patrimoine millénaire[1].

* Maître de conférence en civilisation américaine, Institut d'études transtextuelles et transculturelles (IETT), université Jean Moulin, Lyon 3.

1. Simon Schama, *Landscape and Memory*, Vintage Books, 1996, p. 191.

À la fin du XIXe siècle apparaît, sans aucun lien avec les parcs nationaux, le conservationnisme utilitaire qui préfigure le développement durable contemporain. Incarné par Gifford Pinchot, premier directeur du Forest Service fondé en 1905 et proche conseiller du président Theodore Roosevelt, le conservationnisme utilitaire entend remédier au grand saccage provoqué par la conquête de l'Ouest, qui fut une indéniable réussite économique mais un désastre environnemental. Pinchot prend des accents saint-simoniens lorsqu'il fixe les objectifs du mouvement, évoquant « le problème de l'efficacité nationale »[2]. Il s'agit en effet de servir le développement économique du pays de manière durable et équitable en donnant pour la première fois un rôle actif à l'État dans la gestion des terres publiques.

La révolution industrielle, qui commence aux États-Unis dans les années 1840, permet des créations de richesses sans précédent mais impose un coût social et environnemental considérable à la population. À l'image de Pittsburgh en Pennsylvanie, les grands centres urbains pâtissent d'une « infrastructure négative »[3]; l'eau et l'air y sont fortement pollués et l'on y vit très mal. Si le nouvel ordre industriel est rarement remis en cause, la pollution endémique provoque diverses réactions locales. Des citoyens créent par exemple des *anti-smoke leagues* afin de protester contre la pollution atmosphérique des usines. Durant la seconde moitié du XIXe siècle, de nombreuses municipalités décident de suivre le modèle britannique en construisant des parcs urbains comme Central Park et Prospect Park à New York. Le but des paysagistes américains est alors de « civiliser » l'Amérique industrielle et de rendre l'existence de ses habitants plus saine et plus agréable[4].

Au début du XXe siècle, de nombreux citoyens américains se préoccupent donc déjà de ce que l'on nomme aujourd'hui les questions environnementales. Leurs initiatives ne sont toutefois pas coordonnées et tendent vers des objectifs différents, parfois même contradictoires. Ces divergences éclatent au grand jour à l'occasion de la première grande controverse environnementale de l'histoire américaine, qui met aux prises les préservationnistes et leurs homologues conservationnistes en Californie. En 1906, la municipalité de San Francisco demande l'autorisation de faire construire un barrage dans la magnifique vallée de Hetch Hetchy, située au cœur du parc de Yosemite. Le Sierra Club de l'écrivain américano-écossais John Muir s'y oppose au nom de l'inviolabilité du parc. Gifford Pinchot et les tenants d'une exploitation rationnelle de la nature voient dans cet argumentaire l'expression d'un sentimentalisme régressif et contraire à la marche du progrès. Après 8 années d'affrontement, la municipalité de San Francisco obtient gain de cause. Cette querelle fondatrice révèle à la fois l'hétérogénéité des mouvements de protection de la nature et l'apparition inattendue d'un souci militant pour la préservation des paysages[5].

2. Gifford Pinchot, *Breaking New Ground*, Island Press, 1987, p. 349.
3. John Opie, *Nature's Nation*, Harcourt Brace College Publishers, 1998, p. 270.
4. David Schuyler, *The New Urban Landscape*, The Johns Hopkins University Press, 1988.
5. Holway Jones, *John Muir and the Sierra Club : The Battle for Yosemite*, Sierra Club, 1965.

Au fil du XXe siècle, le développement rapide de l'appareil fédéral de protection de la nature accompagne la croissance de l'État moderne, notamment durant les présidences de Theodore et Franklin Roosevelt. Plusieurs agences fédérales voient le jour, qui consacrent l'idée encore inenvisageable au XIXe siècle d'une responsabilité de la puissance publique en matière de protection du vivant et d'usage rationnel des ressources naturelles. Ces agences reçoivent le soutien d'organisations telles que le Sierra Club, l'Audubon Society ou la Wilderness Society. Quoique diverses par leurs objectifs, celles-ci présentent quelques traits communs : elles sont de petite taille et faiblement dotées financièrement ; la plupart de leurs membres appartiennent aux couches aisées et éduquées de la population et ne prétendent pas à la formation d'un mouvement de masse ; elles se tiennent à l'écart de la politique. Conservatrices et désireuses de soutenir l'action des agences fédérales, ces organisations ont une influence limitée et jouissent d'une faible notoriété[6].

À partir de la fin des années 1960, le mot environnementalisme commence à être utilisé par les militants, les journalistes et les universitaires cependant que le mouvement devient plus militant, élargit ses perspectives et prend un poids significatif. L'avènement de l'environnementalisme contemporain est l'une des nombreuses conséquences des Trente Glorieuses. Si la grande majorité de la population jouit alors des fruits de la croissance, celle-ci est aussi accompagnée d'externalités négatives considérables, au premier rang desquelles figure la pollution provoquée par le recours massif aux produits chimiques dans l'industrie et l'agriculture. Jusqu'aux années 1960, les déchets toxiques et chimiques sont traités comme tous les autres déchets, ce qui ne manque pas de causer de graves problèmes sanitaires. En 1962, la biologiste Rachel Carson publie un ouvrage intitulé *Printemps silencieux* qui évoque les effets délétères de l'utilisation massive des pesticides sur la santé publique et l'intégrité des écosystèmes. Ce livre, qui révèle au grand public la part sombre du développement techno-industriel et rencontre un immense succès, est fréquemment décrit comme l'acte de naissance du mouvement environnementaliste contemporain. Un an plus tard, l'homme politique Steward Udall évoque « la crise silencieuse » et « un sentiment de bien-être qui n'est qu'une illusion »[7]. La pollution devient un sujet politique.

Selon l'historien Samuel P. Hays, l'avènement de l'environnementalisme contemporain est une conséquence logique de la démocratisation de la prospérité qui suit la Seconde Guerre mondiale. Une fois leurs besoins élémentaires assurés, les Américains forment de nouvelles attentes liées à l'amélioration de la qualité de la vie, dont l'environnement est un facteur crucial. À telle enseigne que Hays décrit l'environnementalisme comme un mouvement majoritairement urbain soucieux de sa santé, de son bien-être physique et psychologique et de ses loisirs[8].

6. Robert Gottlieb, *Forcing the Spring : The Transformation of the American Environmental Movement*, Island Press, 1993, p. 26-35.

7. Steward Udall, *The Quiet Crisis*, Forgotten Books, 2015, p. 176. Je traduis.

8. Samuel P. Hays, *Beauty, Health, and Permanence*, Cambridge University Press, 1993, p. 30.

Il convient d'autre part de ne pas occulter l'influence cruciale de la contreculture et du militantisme radical des années 1960. Il existe en effet des affinités évidentes, bien qu'implicites, entre les préoccupations des environnementalistes et l'*ethos* des hippies (retour à la nature, rejet de la société de consommation, critique radicale de l'ordre techno-industriel et du processus de rationalisation qu'il engendre)[9]. Si ces radicaux ne prêtent dans un premier temps guère attention à la cause environnementaliste, ils sont nombreux à rejoindre les organisations environnementales durant les années 1970. Malgré les fortes réticences des dirigeants de ces organisations, l'afflux de nouveaux militants transforme l'environnementalisme en mouvement de masse potentiellement contestataire à l'égard de l'ordre établi et des pouvoirs publics. Ce n'est qu'à partir de cette époque que le mouvement commencera à être perçu comme une force politique ancrée à gauche. Greenpeace, fondé en 1971 au Canada sous l'influence de la contreculture et des idées de la Nouvelle Gauche, symbolise la radicalisation de l'environnementalisme nord-américain, de plus en plus éloigné de ses origines conservationnistes du début du xxe siècle[10].

Les années 1960 et plus encore les années 1970 constituent l'âge d'or de l'environnementalisme américain. Le mouvement compte de plus en plus de membres et de sympathisants ; de nouvelles organisations comme l'Environmental Defense Fund (1967) et le National Resources Defense Council (1970) voient le jour. C'est surtout à cette époque que de nombreuses lois de régulation environnementale sont votées conjointement par les deux grands partis, ce qui serait aujourd'hui totalement impensable. On compte parmi ces lois des textes fondamentaux comme le Clean Air Act, le Clean Water Act, le Wilderness Act et l'Endangered Species Act. En 1970, le président Richard Nixon fonde l'EPA (Environmental Protection Agency). Cette agence, à qui revient la tâche difficile et néanmoins capitale de faire respecter les nouvelles normes, est aujourd'hui le centre névralgique de l'appareil fédéral de régulation environnementale. Symbole de cet âge d'or environnementaliste, la première Journée de la Terre (*Earth Day*) se tient en 1970 à l'initiative du sénateur démocrate Gaylord Nelson. L'événement suscite un enthousiasme inattendu, unifie le mouvement et mobilise de nombreux élus[11]. Le politologue Christopher J. Bosso affirme que, à partir de cette époque, il devient problématique pour un président américain de paraître hostile ou indifférent à l'égard des préoccupations environnementalistes[12].

Pourtant, l'élection à la présidence de Ronald Reagan en 1980 met brutalement fin à ce bref âge d'or. Le nouveau président républicain voit le récent foisonnement de règles et normes environnementales comme une entrave contre-productive au bon fonctionnement des mécanismes du marché. S'il ne parvient pas à démanteler l'appareil construit lors

9. Jean-Daniel Collomb, « New Beginning : The Counter Culture in American Environmental History », *Cercles*, n° 22, p. 54-69.

10. Frank Zelko, *Make It a Green Peace*, Oxford University Press, 2013, p. 10-32.

11. Adam Rome, *The Genius of Earth Day*, Hill and Wang, 2013, p. 9.

12. Christopher J. Bosso, *Environment Inc.*, University Press of Georgia, 2005, p. 1.

des deux décennies précédentes, il l'affaiblit considérablement en réduisant les crédits alloués aux agences concernées et en nommant à leur tête des personnalités ouvertement hostiles à leur mission[13] (le président George W. Bush adoptera une démarche similaire durant ses deux mandats). L'hostilité reaganienne a un effet paradoxal sur le mouvement environnementaliste car elle met les acquis récents en péril tout en faisant augmenter de manière spectaculaire le nombre d'adhésions aux organisations environnementales. Les années 1980 sont aussi un tournant en ce que la politique reaganienne contraint le mouvement à se renforcer et à se suffire à lui-même afin de se prémunir contre l'hostilité éventuelle des pouvoirs publics.[14] Depuis le départ de Ronald Reagan, le mouvement environnementaliste se perpétue et compose avec des présidents plutôt accommodants quoique parfois frustrants, comme Bill Clinton et Barack Obama, et des présidents hostiles, à l'image de George W. Bush.

SITUATION ACTUELLE

Bien que le mouvement environnementaliste contemporain se caractérise par une grande diversité, les organisations nationales en sont l'élément le plus visible. Elles prennent position sur des sujets aussi divers que la protection des espaces sauvages (*wilderness*) et de la biodiversité, la pollution, les questions énergétiques, et bien sûr le dérèglement climatique. Elles ont désormais un rôle institutionnel établi et s'impliquent dans le jeu politique à travers des activités de lobbying auprès des élus et des agences fédérales et la participation à des campagnes électorales. La League of Conservation Voters, créée en 1969, s'est, par exemple, spécialisée dans le suivi du bilan environnemental des élus. Les grandes organisations environnementales ont installé leur siège dans la capitale fédérale et emploient de nombreux juristes, communicants, lobbyistes et économistes. Ses dirigeants jugent cette institutionnalisation indispensable dans le rapport de force triangulaire qu'elles entretiennent avec l'État fédéral (mais aussi avec les gouvernements de chaque État) et les grandes entreprises, elles-mêmes très influentes à Washington.

On ne saurait assez souligner la place prépondérante des actions en justice dans l'arsenal militant des organisations environnementales. Le recours aux tribunaux leur permet souvent de contrebalancer la supériorité financière des grands groupes privés. L'Environmental Defense Fund, le Natural Resources Defense Fund et le Sierra Club Legal Defense Fund (rebaptisé Earthjustice en 1997) ont été fondés dans ce but précis. Leur démarche consiste à utiliser les lois, normes et régulations votées et adoptées depuis les années 1960 afin de forcer les acteurs privés et publics à les respecter et les pouvoirs publics à les faire respecter. Plusieurs décisions de la Cour suprême ont confirmé la possibilité des organisations environnementales d'ester en justice afin de dénoncer une violation des régulations au nom de la défense du bien commun. D'autre part, plusieurs lois, tel le National

13. C. Brand Short, *Ronald Reagan and the Public Lands*, Texas A & M University Press, 1989.
14. Bosso, *op. cit.*, p. 87.

Environmental Policy Act de 1969, octroient un rôle consultatif précieux aux organisations environnementales dans les politiques mises en œuvre par les agences fédérales[15].

L'apparition à la fin des années 1980 d'organisations de taille modeste baptisées *biodiversity groups* illustre l'efficacité de la démarche judiciaire. À l'image du Center for Biological Diversity, ces organisations comptent peu de membres et de salariés et disposent de fonds limités. Elles se désintéressent du lobbying et des campagnes électorales pour se consacrer presque exclusivement aux actions en justice. Par exemple, en s'appuyant sur les dispositions de l'Endangered Species Act de 1973, il n'est pas rare qu'elles empêchent le Forest Service de mener des activités qui pourraient nuire aux habitats d'espèces en danger[16].

Malgré d'indéniables succès, les grandes organisations présentent des faiblesses notoires et font l'objet de nombreux reproches. Elles sont tout d'abord vulnérables à la puissance des grandes entreprises et à l'intérêt fluctuant que l'opinion publique porte aux questions environnementales. Ainsi, les militants environnementalistes investissent non seulement beaucoup moins en politique que les grandes entreprises mais ils peinent aussi parfois à mobiliser leurs concitoyens en l'absence de causes emblématiques et facilement compréhensibles, ou durant des périodes de ralentissement économique comme lors de la grande récession qui commence en 2008[17].

Le mouvement environnementaliste est également en position de faiblesse vis-à-vis du parti démocrate car le système politique américain n'offre pas d'espace véritablement propice à l'émergence d'un troisième parti de stature nationale. En novembre 2016, le parti écologiste (*Green party*) sera représenté comme en 2012 par Jill Stein mais ne suscitera quasiment aucun intérêt dans l'électorat qui, dans sa grande majorité, ignore jusqu'à l'existence de ce parti. Les militants démocrates se rappellent de surcroît que la candidature de Ralph Nader sous la bannière écologiste en 2000 avait eu pour conséquence paradoxale de contribuer à la défaite d'Al Gore, qui était pourtant très sensible à la vision des environnementalistes. Dès lors, ils sont nombreux à estimer n'avoir d'autre choix que de se joindre à la coalition démocrate, dont ils constituent aujourd'hui l'un des piliers. Depuis les deux mandats présidentiels de Ronald Reagan, le mouvement entretient en effet des rapports conflictuels avec le parti républicain, ce qui le prive d'un levier efficace pour inciter les Démocrates à tenir leurs engagements. Ainsi, en 2009, lorsque le nouveau président démocrate Barack Obama décide de privilégier la défense de sa réforme du système de santé aux dépens du projet de loi *cap-and-trade* visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour lutter contre le dérèglement climatique, les militants environnementalistes ne peuvent pas se tourner vers un parti républicain dont la plupart des représentants récusent le consensus scientifique sur cette question. Ils furent nombreux à se sentir trahis même si leur frustration a été en

15. Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy*, Sage/CQ Press, 2014, p. 340.

16. Douglas Bevington, *The Rebirth of Environmentalism*, Island Press, 2009, p. 35.

17. Michael E. Kraft, « Environmental Policy in Congress », *Environmental Policy for the 21st Century*, Norman J. Vig et Michael E. Kraft (eds), Sage/CQ, 2016, p. 106.

partie atténuée par le dynamisme retrouvé du président Obama sur le front climatique après sa réélection.

En dépit de l'hostilité que leur vouent beaucoup de conservateurs, les grandes organisations environnementales sont régulièrement accusées d'être trop proches du pouvoir et des grandes entreprises. On reproche aux *envirocrats* d'avoir été cooptés par des intérêts plus riches et plus puissants qu'eux et d'être trop portés au compromis même et surtout lorsque les conséquences environnementales en sont désastreuses[18]. Cette impression est renforcée par le rôle des grandes fondations qui contribuent à la pérennité financière des organisations environnementales, voire à leur création comme dans le cas de l'Environmental Defense Fund qui doit son existence à la fondation Ford. Cette dépendance incite probablement les grandes organisations à la modération et au compromis[19]. Le politologue Christopher Bosso affirme que cette évolution du mouvement est saine car elle permet aux environnementalistes de s'adapter au système politique et institutionnel tel qu'il fonctionne réellement : le processus législatif ayant été conçu pour être laborieux, l'intransigeance s'y révèle rarement efficace[20].

Les organisations nationales font également l'objet d'accusations d'élitisme. L'écrasante majorité de ses membres et de ses cadres est en effet issue de la classe moyenne supérieure blanche éduquée, de sorte que les rapports du mouvement environnementaliste avec les syndicats, autre pilier de la coalition démocrate, sont parfois difficiles. Ces tensions découlent de l'opposition classique entre développement économique et protection de l'environnement. Elles ont notamment éclaté au grand jour dans les années 1980 lors des campagnes menées pour empêcher l'abattage d'arbres dans les forêts primaires des États du Nord-Ouest[21]. Les communautés locales avaient alors manifesté une très forte hostilité à l'égard des militants environnementalistes qu'ils accusaient de vouer un culte à la nature au mépris du sort des travailleurs américains et des gens ordinaires. Depuis lors, de nombreux efforts ont été entrepris, à l'initiative de personnalités comme Ralph Nader, pour parvenir à un rapprochement entre syndicats et environnementalistes. Bien que loin d'être toujours harmonieuses, leurs relations se sont améliorées. Beaucoup de syndicats et d'organisations environnementales font actuellement cause commune contre les projets d'accords de libre-échange, comme l'accord de partenariat transpacifique.

Les grandes organisations forment la partie la plus visible du mouvement environnementaliste mais elles sont loin d'en être le seul courant. Depuis les années 1970, de très nombreuses initiatives locales ont vu le jour à travers le pays afin de faire pièce à des projets jugés irresponsables sur le plan sanitaire et environnemental. Les scandales liés au traitement des déchets toxiques ou à la contamination au plomb provoquent régulièrement

18. Dave Foreman, *Take Back Conservation*, Raven's Eye Press, 2012, p. 95.
19. Rosenbaum, *op. cit.*, p. 53.
20. Bosso, *op. cit.*, p. 148.
21. Gottlieb, *op. cit.*, p. 295-296.

la création de ces organisations locales. Celles-ci, généralement désignées par l'acronyme NIMBY (*Not In My Backyard*), sont le fruit de réactions ponctuelles et localisées menées par de simples citoyens qui ne sont pas issus du mouvement environnementaliste. En règle générale, ces citoyens agissent indépendamment des grandes organisations auxquelles ils reprochent une trop grande propension au compromis. Bien qu'il existe des réseaux de coordination des organisations locales, comme le Center for Health, Environment and Justice, leur portée et leur influence demeurent limitées, de sorte que les organisations NIMBY sont plutôt isolées[22].

Le mouvement pour la justice environnementale, lancé par Robert D. Bullard dans les années 1980, est une variante notable de la militance environnementale à l'échelon local. Bullard et ses partisans partent du constat que les projets de développement potentiellement nocifs pour l'environnement et la santé publique, par exemple la construction de décharges et d'incinérateurs, se situent de manière disproportionnée dans des quartiers habités par les couches les plus modestes de la population, et tout particulièrement par les Noirs et les Hispaniques : « Le racisme des Blancs joue un rôle dans l'appauvrissement des communautés noires et favorise la transformation des zones habitées majoritairement par des Noirs en décharges pour un large éventail de produits toxiques et polluants. »[23] Bullard déplore de surcroît l'indifférence des cadres des grandes organisations environnementales à l'égard du sort des communautés de couleur et des plus démunis. Le mouvement obtient des résultats notables dès le début des années 1990 lorsque le président Bill Clinton prend un décret enjoignant les agences fédérales de tenir compte de cette problématique lorsqu'elles évaluent les conséquences possibles d'un projet qu'elles lancent. De leur côté, les organisations environnementales s'efforcent de prendre en considération les revendications des militants de la justice environnementale, à travers la composition ethnique de leur recrutement et l'élaboration de stratégies militantes incluant la variable ethnico-sociale.

À l'époque où Robert Bullard pose les premiers jalons de la justice environnementale apparaît un groupe radical d'un genre nouveau. Baptisé Earth First ! (*sic*) par ses fondateurs, ce groupe est une réaction brutale contre ce que ses partisans perçoivent comme les compromissions des grandes organisations environnementales face aux agences fédérales et aux grandes entreprises. Earth First ! s'appuie sur un socle écocentriste, c'est-à-dire inscrivant les besoins et les intérêts humains dans le cadre plus large de la préservation de l'intégrité des écosystèmes. L'originalité de la contribution du groupe tient toutefois à ses tactiques militantes qui allient refus de tout compromis et recours à des actions illégales visant à empêcher les activités jugées nocives pour le vivant. Earth First ! se spécialise dans le sabotage écologique (*ecotage* ou *monkeywrenching* en référence au roman d'Edward Abbey, *The Monkeywrench Gang* publié en 1975). Le néoluddite Dave Foreman, figure de proue d'Earth

22. Philip Shabecoff, *Earth Rising : American Environmentalism in the 21st Century*, Island Press, 2000, p. 35-36.
23. Robert D. Bullard, *Dumping in Dixie : Race, Class, and Environmental Quality*, Westview Press, Kindle, 2000, empl. 245. Je traduis.

First !, semble illustrer par ses prises de position misanthropes et polémiques au sujet de la surpopulation mondiale[24] ce que le sociologue Gérald Bronner appelle la dimension « sociopathique » de l'écologie profonde, prête, du moins dans l'interprétation qu'en fait Foreman, à sacrifier la population humaine sur l'autel de la préservation du vivant[25]. Infiltré par des anarchistes et ciblé par le FBI, le groupe change d'orientation après le départ de Dave Foreman à la fin des années 1980. À l'image de l'Earth Liberation Front (créé en Grande-Bretagne mais présent en Amérique du Nord), il existe encore aujourd'hui des groupuscules, qualifiés d'écoterroristes, qui commettent des actes illégaux dans le but d'empêcher des projets qu'ils jugent néfastes pour l'environnement. Leur visibilité et leur influence sont très limitées.

Ce tableau général du mouvement environnementaliste contemporain serait incomplet sans l'évocation de divers courants qui animent le monde intellectuel et universitaire. Conceptualisée par le philosophe norvégien Arne Naess en 1973 et apparue outre-Atlantique dans les années 1980, l'écologie profonde appelle à un renversement culturel radical visant à remplacer l'anthropocentrisme par l'écocentrisme. C'est en convaincant leurs contemporains du lien ontologique qui les unit au reste du vivant et des obligations éthiques qui en découlent que les tenants de l'écologie profonde espèrent favoriser un éveil général des consciences[26]. À la suite du philosophe Murray Bookchin, les partisans de l'écologie sociale reprochent à l'écologie profonde sa misanthropie et son inhumanité, notamment à l'égard des plus démunis[27]. Ils proposent de subvertir l'ordre techno-industriel par un biorégionalisme s'appuyant sur la décentralisation, la démocratie directe et les savoirs écologiques[28]. Enfin, les écoféministes formulent une analyse originale du lien entre déprédations environnementales et domination masculine, dont la révolution scientifique du XVIIe siècle consacrant l'idée d'une science puissante vouée à soumettre la nature à la raison humaine, serait l'une des sources[29]. Il convient cependant de préciser que l'influence de ces courants est marginale. Elle tient au crédit que certains cadres des grandes organisations environnementales peuvent parfois lui accorder[30].

LES GRANDS AXES DU DÉBAT CONTEMPORAIN

L'environnementalisme américain tente d'agir comme une force de régulation et de modération de l'économie de marché et du projet baconien de maîtrise technicienne

24. Dave Foreman, *Confessions of an Eco-Warrior,* Crown Trade Paperbacks, 1991, p. 57.
25. Walter A. Rosenbaum, *Environmental Politics and Policy,* Sage/CQ Press, 2014, p. 340.
26. Eric Katz, « Against the Inevitability of Anthropocentrism », *Beneath the Surface : Critical Essays in the Philosophy of Deep Ecology*, Eric Katz, Andrew Light, David Rothenberg (eds), The MIT Press, 2000, p. 21.
27. Steven Chase (ed.), *Defending the Earth : A Dialogue Between Murray Bookchin and Dave Foreman*, South End Press, 1991, p. 95.
28. Murray Bookchin, *Toward an Ecological Society,* Black Rose Books, 1991.
29. Peter C. List, Radical Environmentalism, Wadsworth Publishing Company, 1993, p. 70.
30. Rosenbaum, *op. cit.*, p. 54.

du vivant. Il doit être étudié en relation avec le débat américain autour du rôle de l'État et du degré de liberté accordée aux mécanismes du marché. Dans ce contexte, il apparaît rarement comme une force radicale (les penseurs et militants radicaux sont dans les marges du mouvement). Ainsi que le rappelle Philip Shabecoff, « [...] les organisations établies plaident pour une société technologiquement plus avancée qui s'en remet aux innovations scientifiques pour remplacer des technologies dépassées par des moyens de production efficaces et sans danger pour l'environnement. »[31] Si divers intellectuels remettent en cause le culte de la croissance économique et du progrès technique, la majorité des environnementalistes américains cherchent à protéger l'environnement, les paysages ou des espèces en danger tout en assurant la pérennité de la société d'abondance dans laquelle ils vivent. D'où la récurrence dans leur discours d'idées telles que la croissance verte et le développement durable.

Certes, les environnementalistes formulent de nombreuses propositions positives (soutien aux énergies renouvelables, recyclage) mais ils remplissent fréquemment un rôle que l'on pourrait qualifier de négatif en ce sens qu'ils consacrent une grande partie de leur énergie à l'obstruction de projets économiques et d'innovations techniques. Nombre de leurs conquêtes reposent sur des mécanismes de restriction de l'action humaine sur le vivant. Ainsi, l'Endangered Species Act de 1973 permet à des organisations environnementales de faire interdire des projets de développement, qu'ils soient d'initiative privée ou publique, dans le but de sauvegarder l'habitat d'espèces menacées. Les *wilderness areas*, qui jouissent du statut le plus restrictif de toutes les terres qui composent le domaine public fédéral, marquent une pause et une exception dans la marche du progrès économique et technique. L'espèce humaine y est contrainte de s'empêcher d'exploiter les ressources naturelles et de manipuler le vivant. De même, dans la lutte contre le dérèglement climatique, l'organisation 350.org de Bill McKibben, très active depuis sa création en 2007, exige que l'extraction des combustibles fossiles cesse au plus vite et que les nouveaux projets d'extraction soient abandonnés. Là encore, l'espèce humaine est invitée à ne pas faire ce qu'elle est techniquement capable de réaliser.

La diversité du mouvement conduit à d'inévitables divergences quant aux méthodes et stratégies qu'il convient de privilégier. Une partie des environnementalistes préconise une régulation sans cesse accrue des activités économiques de la part des pouvoirs publics, quand le reste du mouvement préfère le recours à des dispositifs d'incitation des acteurs économiques s'appuyant sur les mécanismes du marché. Par exemple, lorsque l'adoption d'une taxe carbone pour lutter contre le dérèglement climatique est devenue politiquement improbable, l'Environmental Defense Fund a soutenu la mise en place du système *cap-and-trade* qui prévoit la création d'un marché des émissions de CO_2 alimenté par des crédits délivrés par le gouvernement fédéral. Cette proposition, qui a finalement échoué à cause de l'opposition des Républicains et de la passivité des Démocrates, a suscité de fortes réticences

31. Philip Shabecoff, *A Fierce Green Fire*, Hill and Wang, 1994, p. 260. Je traduis.

au sein du mouvement environnementaliste[32]. Greenpeace et Friends of the Earth sont par exemple beaucoup plus sceptiques quant à la capacité du marché à produire des résultats bénéfiques pour l'environnement.

La question du rôle des marchés et des acteurs économiques privés est d'autant plus pertinente que les environnementalistes américains sont parties prenantes du grand affrontement qui domine la politique américaine depuis les années Reagan et qui met aux prises les partisans conservateurs et libertariens de la dérégulation des marchés et les défenseurs d'une économie de marché régulée, parfois appelée économie mixte, dont Barack Obama et Hillary Clinton sont actuellement les représentants les plus connus. L'augmentation considérable du nombre de lois et normes environnementales et sanitaires à partir des années 1960 provoque une vive réaction d'une partie des milieux d'affaires[33]. L'État régulateur est alors perçu par les partisans du laisser-faire comme une menace pour la libre-entreprise et pour les marges des entreprises. Pour endiguer l'essor de l'État régulateur, et à terme pour le démanteler, des capitaines d'industrie et des militants convaincus du laisser-faire économique commencent à bâtir un arsenal politique et idéologique qui doit réduire l'influence des environnementalistes et autres partisans de l'économie mixte. Des fondations richement dotées voient le jour ; elles apportent un soutien crucial à des *think tanks*, comme le Cato Institute (1974) et l'Heritage Foundation (1973), qui pourvoient les élus républicains en idées, arguments et projets de loi. À l'image des frères Charles et David Koch, milliardaires et libertariens convaincus, les argentiers de ce mouvement investissent aussi dans des chaires universitaires et dans le lobbying et les campagnes électorales. Le but de toutes ces initiatives est de créer un climat intellectuel et législatif favorable aux dérégulations. Le mouvement environnementaliste est aujourd'hui l'une des cibles privilégiées de ces entités[34].

L'une des fonctions principales des *think tanks* conservateurs et libertariens consiste à discréditer les arguments des environnementalistes même lorsque certains d'entre eux disent vouloir s'appuyer sur les mécanismes du marché. Ces *think tanks* jouent par exemple un rôle majeur dans la propagation du climato-scepticisme aux États-Unis. En règle générale, ils réclament l'assouplissement, voire l'abrogation, de la plupart des normes environnementales au motif qu'elles seraient contreproductives et qu'elles forceraient les citoyens américains à subir les préférences d'une minorité d'environnementalistes[35]. Les conservateurs arguent aussi du fait qu'une économie dérégulée, en favorisant la croissance et l'enrichissement de la population, est mieux à même de financer des innovations techniques bénéfiques à l'environnement[36]. Cet affrontement idéologique et politique est de première importance

32. Eric Pooley, *The Climate Wars*, Hyperion, 2010, p. 100.
33. Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Merchants of Doubt*, Bloomsbury, 2012, p. 6.
34. Jane Mayer, *Dark Money*, Doubleday, 2016.
35. David Boaz (ed.), *Cato Handbook for Policymakers*, Cato Institute, 2009, p. 457-458.
36. *8 Principles of the American Conservation Ethic*, The Heritage Foundation, 2013, p. 1.

car le réquisitoire libertarien contre la légitimité de l'État régulateur menace de remettre en cause la globalité des acquis conservationnistes et environnementalistes depuis la seconde moitié du XIXe siècle. La situation est loin d'être désespérée puisque de nombreuses grandes entreprises américaines semblent désormais prêtes à agir contre le dérèglement climatique.

Si les environnementalistes se font les défenseurs de l'État régulateur contre ses contempteurs libertariens, ils entretiennent paradoxalement des relations ambivalentes avec les pouvoirs publics. Depuis Theodore Roosevelt et Gifford Pinchot jusqu'à Barack Obama, le salut environnemental est le plus souvent venu de l'intervention de l'État mais les organisations environnementales s'efforcent aussi de surveiller l'action des pouvoirs publics et même de s'opposer à eux le cas échéant. Ainsi, à partir des années 1950, un nombre grandissant de militants environnementalistes, à l'image de David Brower du Sierra Club, accusent le Forest Service de mener une politique productiviste néfaste pour l'intégrité des écosystèmes forestiers[37]. À la même époque, le Bureau of Reclamation, agence fédérale qui construit d'innombrables barrages aux conséquences environnementales parfois désastreuses, devient une des cibles privilégiées du mouvement environnementaliste[38].

Le récent scandale de contamination au plomb dans la ville de Flint (Michigan) démontre que le rôle des pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement demeure complexe. En 2014, la municipalité de Flint, qui est au bord de la faillite, décide de ne plus s'alimenter en eau auprès de la ville de Détroit et de relier son système de canalisation au lac Huron. En attendant que les travaux soient terminés, elle est contrainte d'utiliser l'eau de la rivière locale. Cependant, cette eau est trop corrosive pour les vétustes canalisations de Flint, ce qui entraîne une forte contamination au plomb posant un risque sanitaire majeur pour les habitants de la ville. Hélas, ni l'agence de protection de l'environnement du Michigan ni l'EPA fédéral n'interviennent, alors même que le Safe Drinking Water Act les y oblige. Il faudra l'intervention d'un donneur d'alerte au sein de l'EPA pour mobiliser des acteurs de la société civile et mettre fin au scandale. Si les candidats aux primaires pour l'investiture du parti démocrate à la présidence ont profité de ce drame pour fustiger les politiques d'austérité budgétaire mises en œuvre par le gouverneur républicain Rick Snyder, le scandale de Flint révèle en réalité les limites de l'État régulateur défendu par les environnementalistes. Le scandale n'implique en effet que des acteurs publics et ne semble pas être la conséquence de la rigueur budgétaire (le coût du produit anticorrosif qui aurait pu éviter cette catastrophe sanitaire étant faible). Il s'agit bien davantage d'un phénomène d'emprise réglementaire à travers lequel des instances de régulation établissent des rapports étroits avec les entités qu'elles régulent et finissent par ne plus exercer de contrôle véritable.

Durant la même période, l'énorme fuite de méthane à Porter Ranch en Californie a en revanche souligné les effets potentiellement dévastateurs d'une régulation trop laxiste.

37. *David R. Brower – environmental activist, publicist and prophet : an interview, conducted by Susan Schrepfer, 1974-1978*, The Bancroft Library, University of California, Berkeley, 1980, p. 209.

38. David Reisner, *Cadillac Desert*, Penguin Books, 1993, p. 283.

D'octobre 2015 à février 2016, un ancien puits de pétrole reconverti en réservoir de gaz naturel subit une fuite de méthane aux proportions monumentales et sans équivalent dans l'histoire des États-Unis. L'ampleur de cette catastrophe environnementale et sanitaire est telle que le gouverneur de Californie Jerry Brown est contraint de décréter l'état d'urgence. La législation qui encadre l'industrie gazière américaine est ainsi conçue que le stockage du gaz est encadré de manière beaucoup moins stricte que son extraction et son transport[39]. La souplesse de la réglementation a permis à l'entreprise SoCalGas qui alimente la région de Los Angeles en gaz naturel de ne pas installer de soupape de sécurité. À la différence de ceux de Flint, les événements de Porter Ranch sont donc le fruit d'une intervention trop faible des pouvoirs publics.

La simultanéité des catastrophes de Flint et de Porter Ranch suffit à faire apparaître l'immense difficulté de la tâche des environnementalistes américains qui doivent soutenir l'intervention de l'État tout en ne cessant jamais de se méfier de lui. Force désormais bien établi dans le paysage politique et institutionnel américain, le mouvement s'efforce de protéger l'environnement face à des acteurs plus puissants que lui et à une opinion parfois distraite.

39. Nathaniel Rich, « The Invisible Catastrophe », *The New York Times Magazine*, 31 mars 2016.